Rivard c. Harnois

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile)

Canada
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEDFORD

N° : 460-17-000556-050

DATE : 26 novembre 2007

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE LÉO DAIGLE, J.C.S.

MICHELINE RIVARD, [...] Granby (Québec) [...]

Demanderesse,

c.

LOUISE HARNOIS, [...] Granby (Québec) [...]

et

PROMUTUEL VALMONT, 4733 rue Foster Waterloo (Québec) JOE 2N0
Défenderesses.

JUGEMENT

[1] Locataire de la **DÉFENDERESSE** LOUISE HARNOIS depuis plus de 18 mois, la **DEMANDERESSE** MICHELINE RIVARD lui réclame ainsi qu'à son assureur 145 263,88 \$ pour les dommages résultant d'une chute dans le stationnement de l'immeuble dont d'entretien aurait été déficient.

[2] LE CONTEXTE

[3] Vers 06h30 le 5 janvier 2005, la **DEMANDERESSE** se dirige vers son véhicule automobile pour se rendre au travail: elle en est tout près lorsque "les deux pieds me partent en l'air" et qu'elle se retrouve sur le dos, le poignet gauche fracturé.

[4] Le Tribunal ne retient pas le témoignage de la **DÉFENDERESSE** qui affirme que la surface du stationnement n'était pas glissante alors qu'elle était recouverte d'une couche de neige de 3 cm tombée durant la nuit sur une couche de glace laissée par une pluie de 11.3 mm tombée les 2 et 3 janvier précédents.

[5] C'est dans la soirée du 3 janvier que le mercure descend sous le point de congélation et que se fixe sur une partie du stationnement une couche de glace que la **DEMANDERESSE** ne pouvait ignorer pour y avoir circulé au moins à deux reprises dans la journée du 4 janvier la veille de sa chute.

[6] Aucun abrasif ou fondant n'avait été répandu sur la surface du stationnement après le gel: seuls les trottoirs d'accès du bâtiment avaient fait l'objet d'une attention spéciale.

[7] LES DOMMAGES

[8] La **DEMANDERESSE** a subi des dommages importants parce que la fracture de son poignet s'est compliquée d'une capsulite à l'épaule gauche et d'une ostéodystrophie sympathique réflexe de sa main gauche: l'atteinte permanente de son poignet et de sa main gauche a été admise à 11.5%.

[9] Le 13 octobre 2005, la **DEMANDERESSE** a été incapable de reprendre son poste de couturière auprès de son employeur en raison de son handicap.

[10] En 2004, son revenu annuel avait été de 25 121 \$. En 2005, son revenu d'emploi se limita à 1 396,17 \$ et à 9 148 \$ en 2006: elle a touché des prestations d'invalidité d'un assureur et de la Régie des rentes du Québec, ce qui lui a procuré un revenu évalué à 13 888 \$ en 2005 et à 15 700 \$ en 2006.

[11] Depuis mai 2007, malgré un handicap résiduel important, la **DEMANDERESSE** occupe un emploi à temps partiel dans un abattoir de volailles où son revenu est d'environ 12 000 \$ par année.

[12] Pour la période comprise entre le 5 janvier 2005 et le 25 septembre 2010 où elle atteindra l'âge de 65 ans, le Tribunal évalue sa perte de revenus à 40 000 \$ en tenant compte de tous les facteurs pertinents dont ceux des aléas de la vie et de l'actualisation de la perte en date du présent jugement.

[13] Pour l'atteinte permanente à son intégrité physique, les douleurs, souffrances, inconvénients, la perte de jouissance de sa vie grandement détériorée par une

blessure aggravée d'une complication rare, le Tribunal estime qu'une somme de 60 000 \$ est une indemnisation appropriée.

[14] Avec les déboursés admis à 490,63 \$, les dommages subis par la **DEMANDERESSE** sont de l'ordre de 100 490,63 \$.

[15] **LA RESPONSABILITÉ**

[16] La **DEMANDERESSE** soutient que la **DÉFENDERESSE** est responsable de sa chute parce qu'elle n'a pas étendu d'abrasif ou de fondant "afin d'éliminer toute accumulation de glace et ainsi éviter à l'une de ses locataires une chute".

[17] Le Tribunal rappelle que la responsabilité de la **DÉFENDERESSE** ne peut être engagée que si l'état glissant du stationnement résulte d'un entretien fautif qui serait la seule cause de sa chute et de ses conséquences.

[18] La Cour supérieure a déjà décidé que le seul fait qu'un trottoir menant à un immeuble soit recouvert par une mince couche de glace cachée sous une couverture de neige ne crée pas une présomption légale de faute à l'égard du propriétaire.¹

[19] La **DEMANDERESSE** devait convaincre le Tribunal que la **DÉFENDERESSE** a commis une faute d'omission en ne prenant pas de mesures raisonnables pour assurer la sécurité des usagers du stationnement: selon le cas, il pourrait s'agir du défaut d'effectuer le déneigement tel que le prévoit le bail ou encore d'épandre des matières abrasives ou fondantes selon les circonstances.

[20] Les principes généraux applicables dans les cas de chute dans un stationnement ont été résumés dans l'arrêt *Fabrique de la Paroisse de Saint-Joseph de Granby c. Normande Guay*²: madame la juge Louise Mailhot écrit ce qui suit:

"Le juge de première instance a bien élaboré à l'égard des principes généraux applicables en cas de chute dans des endroits utilisés par le public, précisant que le propriétaire des lieux n'est pas l'assureur des piétons, qu'on ne peut exiger qu'un terrain de stationnement soit nécessairement aussi bien entretenu qu'un trottoir destiné à la circulation des piétons, que la demande a le fardeau de prouver la faute et que la règle *res ipsa loquitur* ne s'applique pas. Il ajoutait que les piétons doivent s'attendre à rencontrer des conditions difficiles au Québec durant l'hiver et se prémunir en particulier des changements subits de température."

[21] En l'espèce, la **DEMANDERESSE** connaissait depuis le 4 janvier dans quel état était le stationnement après une pluie abondante suivie d'un gel et d'une légère chute

¹ *Denise Lefèbvre-Durand et al. c. André Godin et al*, 750-05-001403-988, jugement rendu le 7 février 2002 (C.S.) (j. J. Frappier).

² [1994] RRA (C.A.) 691, 692.

de neige recouvrant les endroits glacés: elle se devait de porter une attention toute particulière lorsqu'elle y circulait et surtout le matin de sa chute en raison de la présence d'une neige fraîchement tombée.

[22] La **DÉFENDERESSE**, comme propriétaire de l'immeuble n'avait pas l'obligation d'agir de façon à prévenir en tout temps toute possibilité d'accidents lorsque la température varie d'un extrême à l'autre durant la période hivernale.

[23] La **DEMANDERESSE** n'a pas démontré qu'elle avait commis une faute de l'entretien du stationnement et que cette faute est la cause de sa chute et des dommages qu'elle a subis.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL:

[24] **REJETTE** avec dépens l'action entreprise par MICHELINE RIVARD contre la défenderesse LOUISE HARNOIS et son assureur PROMUTUEL VALMONT.

LÉO DAIGLE, J.C.S.

Me Eric Cloutier,
Dionne Nadeau Cloutier
Procureur de la demanderesse.

Me Yvon Robichaud,
Robichaud Guertin
Procureur des défenderesses.

Date d'audience : 15 octobre 2007.